

SIRD

Rapport d'activité

2009



EDITO

Le rapport d'activité constitue un moment privilégié pour porter un regard rétrospectif sur les actions réalisées et le travail engagé au cours de l'année.

Il compose ainsi un témoignage utile pour l'ensemble des conseillers syndicaux.

Comme les années précédentes, cet acte de bilan réaffirme notre attachement à la coopération intercommunale de proximité.

Grace à cette construction collective, le territoire a su se développer sur un socle commun de valeurs que sont la solidarité territoriale, la réduction des inégalités, et la recherche permanente d'économies d'échelle.

L'aménagement du territoire, l'insertion et l'emploi, la prévention de la délinquance, les équipements sportifs sont nos champs d'intervention. Ils devront être renforcés sur ce mandat afin de poursuivre le développement équilibré du territoire. La dimension environnementale sera présente dans la plupart de nos décisions.

A noter que l'année 2009 aura été marquée par la crise financière. L'emploi a été fortement touché par ses effets négatifs. Avec un impact direct sur l'activité des services et la préoccupation permanente de rendre un service public de qualité à l'ensemble des usagers.

Dans ce contexte notre action publique locale doit être exemplaire et s'appuyer sur deux axes

- toujours mieux maîtriser la dépense publique,
- poursuivre les investissements programmés pour soutenir l'emploi local et réaliser les équipements nécessaires aux besoins de la population.

Une année dense, financièrement contrainte, mais qui a vu ces projets se concrétiser grâce à la volonté des élus et aux efforts de gestion engagés.

Le Président
Michel BAFFERT

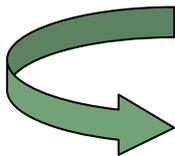
SOMMAIRE



LE SIRD

Un territoire
Une organisation

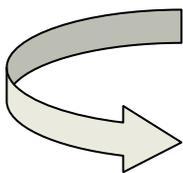
p 4
p 6



L'ANNE 2009 : TEMPS FORTS

L'activité compétences par compétences
Perspectives

p 9
p 16



DES MOYENS AJUSTES

Bilan social
Bilan financier

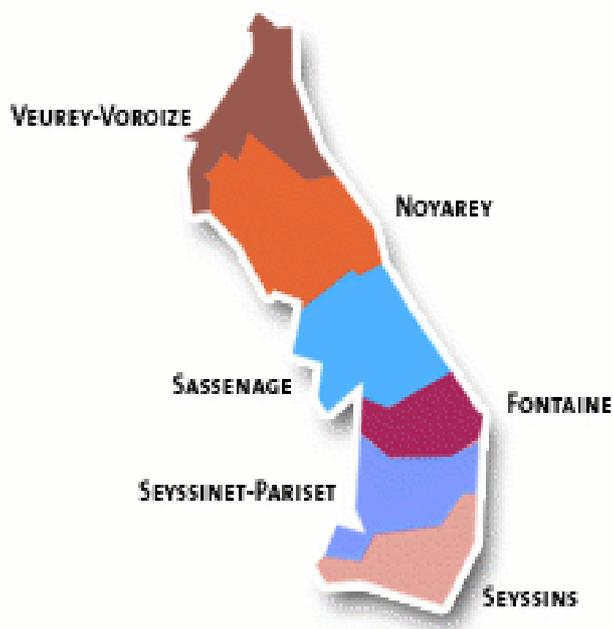
p 17
p 22

TERRITOIRE

Le syndicat intercommunal de la Rive gauche du Drac

PRESENTATION

- > 18 délégués
- > 3 commissions de travail
- > 19 employés
- > 4 grandes compétences
- > 5 457 K€ de budget
- > 6 communes
- > 57 000 Habitants
- > Densité de population : 1630 Hab/km2
- > Taux d'activité de 73%
- > Taux de chômage : 8.2% au 31.12.09



LES COMPETENCES DU SIRD

- Concertation et réflexion sur les projets et équipements de la rive gauche du Drac

‘Plan Piscines

- Construction et maintenance des équipements sportifs

‘Reconstruction du gymnase Gérard Philipe
 ‘Restructuration de la salle Belledonne
 ‘Agrandissement du gymnase Yves Brouzet
 ‘Reconstruction du gymnase A. Fleming
 ‘Maintenance sur les équipements

- Insertion et emploi

‘Relations économique, développement local
 ‘Accompagnement à la recherche d'emploi
 ‘Développement des emplois de proximité
 ‘Orientation, formation

- Prévention de la délinquance

‘Médiation sociale et de nuit
 ‘Aide et soutien aux victimes
 ‘Observatoire Local de Sécurité
 ‘Prévention des conduites addictives

TERRITOIRE

La situation géographique des six communes qui délimitent la Rive Gauche du Drac est définie par un bassin versant unique, délimité au Nord par la cluse de Voreppe, à l'Est par le Drac et l'Isère, à l'Ouest par le Vercors, et au Sud par l'éperon de Comboire.

Cette situation particulière lui confère une certaine autonomie, tout en étant complètement intégré au fonctionnement des collectivités de l'Agglomération Grenobloise qui constituent la Métropole.

Elle-même située au centre d'une aire urbaine de plus d'un demi million d'habitants. Cette particularité géographique a concouru à la nécessité de définir des politiques communes sur des dossiers dont une position strictement communale n'avait guère de sens (A 480, TNS) ; rappelant ainsi la nécessité d'avoir une instance de concertation intercommunale pour les élus de la Rive gauche.

COMMUNES	POPULATION LEGALE	SUPERFICIE (en hectare)	DENSITE (Hab/km2)
FONTAINE	23096	674	3427
NOYAREY	2171	1686	129
SASSENAGE	10843	1331	815
SEYSSINS	7010	800	876
SEYSSINET-PARISSET	13047	1065	1225
VEUREY-VOROIZE	1395	1221	114

ORGANISATION

LE CONSEIL SYNDICAL DU SIRD COMPREND 18 MEMBRES RÉPARTIS DE LA MANIÈRE SUIVANTE :

- 1 **PRESIDENT**
- 5 **VICE-PRESIDENTS DELEGUES**
- 2 **CONSEILLERES DELEGUEES**
- 12 **CONSEILLERS SYNDICAUX**

LES INSTANCES DECISIONNELLES : le Bureau syndical, Le Comité syndical,

Le bureau -

Le bureau est élu par le comité syndical, sur la base d'un représentant par commune..

Il est composé du Président et des 5 Vice-présidents délégués, soit 6 personnes au total.

Le Bureau coordonne et contrôle toutes les activités d'études et d'équipement du syndicat intercommunal. Il propose le budget général, il fixe la date et l'ordre du jour des réunions et décide éventuellement de réunions extraordinaires.

Le Comité -

Le Comité syndical est composé d'un délégué communal par compétence, ils sont élus par le Conseil Municipal de chaque commune adhérente. Sauf pour la compétence Prévention de la délinquance : les communes sont représentées par un membre désigné par elles

Aucune strate démographique ne vient corriger les règles de représentation. Chaque commune dispose de 3 représentants. + 1 au titre de la prévention de la délinquance qui ne siège pas au sein du comité syndical.

Compétences	Concertation et réflexion sur les aménagements ou projets spécifiques à la rive gauche du Drac	Insertion /emploi	Construction et maintenance des établissements sportifs liés aux activités scolaires	Prévention de la délinquance Le bureau syndical +
Villes				
Fontaine	Titulaire : Yannick BOULARD Vice-président Suppléant : J.Paul TROVERO	Titulaire : Claudine DIDIER Suppléant : Nourdine SAKIRDA	Titulaire : Marilyn MASTROMAURO Suppléant : Stéphane PALUMBO	Titulaire Yves CONTRERAS
Seyssinet-Pariset	Titulaire : Marcel REPELLIN Vice-président Suppléant : Françoise BOMBINO	Titulaire : Véronique GONNET Suppléant : Carmen GUGLIELMI	Titulaire : jacques GAUTHIER Suppléant : Anne BROUZET	Titulaire Véronique GONNET
Sassenage	Titulaire : Christian COIGNÉ Vice-président Suppléant : Amédée MATRAIRE	Titulaire : Annie SAUNIER-PLUMAZ Suppléant : Michèle CHAUSSAMY	Titulaire : Patrick MOLINARO Suppléant : Valérie BELLE	Titulaire Assunta ROSA - BEDIN
Seyssins	Titulaire : Michel BAFFERT Président Suppléant : Jacqueline CHAPUIS	Titulaire : François GILBERT Suppléant : Françoise COLLOT	Titulaire : Martine BROUZET Suppléant : Pascal FAUCHER	Titulaire : Jacques LOR-THIOIR
Noyarey	Titulaire : Denis ROUX Vice-président Suppléant M. Agnès SUCHEL	Titulaire : R Titulaire : Gisèle FRIER Suppléant Béatrice BALMET	Titulaire : Aldo CARBONARI Suppléant : Alain CHARBIT	Titulaire : Jean-marie CAMACHO
Veurey-Voroize	Titulaire : Guy JULLIEN Vice-président Suppléant : Monique RAMUS	Titulaire : Jeanine CARRIER Suppléant Françoise DREVON	Titulaire : Jacqueline TESSAIRE Suppléant : Francette AMBLARD	Titulaire : Jacqueline TESSAIRE

ORGANISATION

LES INSTANCES DE CONCERTATION

Les commissions :

Elles sont au nombre de trois :

La commission insertion-emploi est composée du Vice-président délégué à la compétence, d'un représentant par commune (délégué à la vocation Insertion-emploi), de la direction de la MIPE. Elle se réunit toutes les 6 à 8 semaines.

Elle fixe les orientations de la MIPE et propose les actions à valider ;

Les travaux de la commission sont rapportés à chaque séance du comité syndical.

Un flash info est rédigé et adressé à l'ensemble des communes à chaque réunion de la commission Insertion-Emploi.

La commission « établissements sportifs »

Elle est composée du Vice-président délégué à la compétence, des élus aux sports délégués à la vocation, des Directeurs des sports des communes ainsi que des services techniques du SIRD et de la Direction.

Elle propose la programmation des investissements de l'année N+1, la planification des créneaux horaires et des manifestations d'Aristide Bergès. Elle est consultée et se réunit sur tous les projets de reconstruction ou de restructuration des équipements mais également pour toute question ayant trait au fonctionnement du complexe A.Bergès.

Les travaux de la commission sont rapportés à chaque séance du comité syndical.

La commission prévention de la délinquance est composée du Vice-président délégué à la compétence, d'un représentant par commune (délégué à la vocation prévention de la délinquance), de la coordinatrice Prévention-sécurité. Elle se réunit environ tout les 3 mois.

Elle fixe les orientations de la politique prévention et sécurité sur le territoire dans le cadre du CISPD et propose le plan d'action à valider ;

Les travaux de la commission sont rapportés à chaque séance du comité syndical.

Pour les trois commissions, le nombre de leurs membres n'est pas limitatif, elles peuvent se faire assister de personnes compétentes extérieures (élus - administrations - services - prestataires).

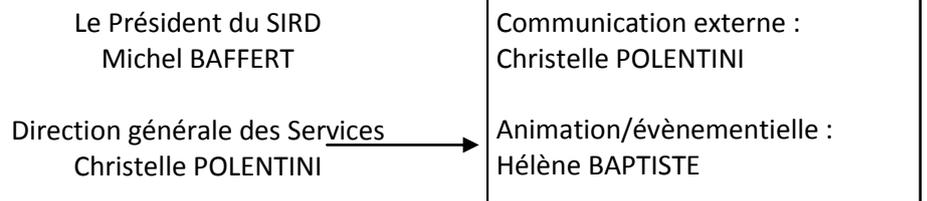
COMMISSION	VICE-PRESIDENTS DELEGUES	CONSEILLERS SYNDICAUX	SERVICE REFERENTS
INSERTION-EMPLOI	Y. BOULARD	C. DIDIER, V. GONNET, J. CARRIER, A. SAUNIER-PLUMAZ, G. FRIER, F. GILABERT	MIPE : F. TRAN CONG
EQUIPEMENTS SPORTIFS	G. JULLIEN	M. BROUZET, J. GAUTHIER, M. MASTROMAURO, P. MOLINARO, A. CARBONARI, J. TESSAIRE	SERVICES TECHNIQUES : E. BERARD
PREVENTION DE LA DELINQUANCE	M. REPELLIN	N. SAKIRDA, A. ROSA-BEDIN, M. CAMACHO, J. TESSAIRE, J. LORTHIOIR, V. GONNET	PREVENTION : M. ANDREU

ORGANISATION

ORGANIGRAMME GÉNÉRAL DES SERVICES

Relais d'opinion et agents de terrain, les 19 agents du SIRD mettent quotidiennement en application les orientations et décisions adoptées par le conseil syndical. Ils assurent le fonctionnement régulier des services et des équipements gérés par le SIRD, dans tous les domaines relevant de sa compétence.

Les missions quotidiennes des services rendent pleinement compte de la diversité, et de la pertinence du rôle du SIRD dans le paysage institutionnel local.



DELEGATIONS OPERATIONNELLES

DELEGATIONS FONCTIONNELLES

Délégation	<ul style="list-style-type: none"> ∅ accompagnement des demandeurs d'emploi : Francine TRAN CONG ∅ Relations économiques : Francine TRAN CONG / F.BREYSSE ∅ Relations institutionnelles : Francine TRAN CONG
Insertion/emploi	

Délégation	<ul style="list-style-type: none"> ∅ Constructions : Elisabeth Bérard ∅ Gestion technique des bâtiments : Elisabeth Bérard ∅ Etudes : Elisabeth Bérard
Gestion technique des bâtiments	

Délégation	<ul style="list-style-type: none"> ∅ complexe sportif : Aristide Bergès : Hélène BAPTISTE ∅ Autres gymnases du SIRD : Elisabeth Bérard
sport et service au public	

Délégation	<ul style="list-style-type: none"> ∅ Service finances : Christelle POLENTINI ∅ Service comptabilité/paye : Margaret CONSTANTINIDES ∅ Système d'information et de communication : Hélène BAPTISTE ∅ ressources humaines : christelle POLENTINI ∅ Commande publique : christelle POLENTINI/Elisabeth BERARD ∅ Questure : christelle POLENTINI
Ressources et moyens	

FAITS MARQUANTS 2009

EQUIPEMENTS SPORTIFS

Les Missions du SIRD : Favoriser la pratique sportive par la rénovation et la création d'équipements sportifs. Assurer l'équité sur le Territoire. Offrir des services publics optimisés pour une qualité de vie améliorée.

Par la fédération des moyens des communes, mener à bien des projets ambitieux dans un contexte budgétaire contraint. La compétence concentre le volume de dépense le plus important.

Inauguration du Complexe sportif Yves Brouzet de Seyssins



Le 12 septembre 2009 a été inauguré par Mme BRETTE, Conseiller-général du canton, Michel BAF-FERT, Président du SIRD, et Didier MIGAUD, Député-maire de Seyssins, l'extension du centre sportif Yves Brouzet .



D'une superficie de 330 m² supplémentaire, l'extension est le fruit d'un travail partagé entre le SIRD, la ville de Seyssins et les utilisateurs du gymnase. (collège et associations). Elle vise, prioritairement, à assurer une meilleure accessibilité et fonctionnalité du gymnase tout en garantissant qualité des équipements et mise en conformité réglementaire.

Principale modification : le changement de l'entrée principale qui se situe désormais rue Joseph Moutin. À quoi se rajoute la création de locaux supplémentaires et la modification du parvis de l'entrée. Montant des travaux 732 500 € subventionné à 50% par le Conseil général de l'Isère.

Inauguration de la Salle Belledonne de Seyssinet-Pariset



01/04/2009

Le 09 Octobre 2009, en présence de M. Hocine HAMANE (Région Rhône-Alpes) , du président du SIRD, Michel BAF-FERT, et du Vice-président du SIRD et maire de Seyssinet-Pariset , Marcel REPELLIN, a été inauguré la salle Belledonne du complexe sportif A. Bergès.

Refaite à neuf , la salle comporte désormais une salle de musculation , une salle de gym et des locaux associatifs en plus du plateau sportif. 18 mois de travaux ont été nécessaires pour restructurer et agrandir les 1800m².

Coût des travaux : 2 185 000 € HT. Subvention de 114 000 € du CGI et 401 830 € de la Région

FAITS MARQUANTS 2009

EQUIPEMENTS SPORTIFS

RECONSTRUCTION DU GYMNASSE A. FLEMING



VUE PERSPECTIVE DEPUIS RUE VNAVY



Le 7 mai 2009, choix du cabinet R2K, pour assurer la mission, de maîtrise d'œuvre de la reconstruction du gymnase A. Fleming .

2300 m² de surface utile, pour un bâtiment comprenant une grande salle d'évolution et une salle polyvalente équipée d'un mur d'escalade. Locaux fonctionnels et associatifs et reprise totale des terrains extérieurs.

Budget 6 000 000 €.

Projet construit avec normes BBC et 4 cibles HQE.

DONNEES GLOBALES

- 8000 heures d'utilisation du gymnase Aristide Bergès en 2009
- 20 associations utilisatrices du complexe sportif Aristide Bergès
- + de 1200 lycéens accueillis
- 5,5 ETP affectés à la compétence
- 2 491 400 € de dépenses totales sur la compétence
- 1 062 745 € de contributions communales à la compétence
- Personne référente : Elisabeth BERARD

FAITS MARQUANTS 2009

INSERTION EMPLOI

Les Missions du SIRD : Accompagner l'ensemble des demandeurs d'emploi du Territoire à la reprise d'activité. Apporter aide et conseil aux salariés. Par une approche individualisée, favoriser un parcours emploi pérennisé. Construire des liens actifs avec les opérateurs économiques. Se coordonner avec les partenaires de l'emploi pour une plus-value des actions menées.

Offrir un réel accompagnement de proximité aux bénéficiaires des habitants.

4 TEMPS FORTS EN 2009

Crise économique :

Augmentation de 21% des demandeurs d'emploi en 2009. Cette augmentation pèse pour un quart sur les plus de 50 ans.

Les chiffres pas communes ne sont pas disponibles auprès de pole-emploi.

Accompagnement des usagers :

Une diversité de profils et de niveaux renforcée cette année (demandeur d'emploi, salarié, retraité, ..)
La demande principale reste l'emploi.

Accentuation de l'accueil et des difficultés des primo-arrivants. Difficulté dans l'apprentissage de la langue française faute d'offre de formation suffisante et opérationnelle.

Les secteurs d'activité recherchés restent prioritairement les services aux personnes et aux collectivités ainsi que le secteur administratif.

Relations économiques

Poursuite de la professionnalisation de tous les conseillers emploi (formation, augmentation des compétences, réflexion interne sur l'accompagnement des entreprises, préparation des candidats aux jurys de recrutement, échanges hebdomadaires sur les offres, prospection ciblée, visite entreprise, action de sensibilisation, développement des outils de communication à destination des entreprises. La mission est coordonnée par un conseiller chargé des relations entreprises qui suit les actions et élabore le plan semestriel.

En parallèle, développement des relations avec les collectivités locales, tant pour le recrutement des contrats aidés, que les remplacements de personnels absents.

Le Revenu de solidarité active

Mise en œuvre au second semestre avec un changement conséquent en terme d'organisation interne.

Une mise en œuvre tardive sur le territoire de la Rive gauche occasionnant dysfonctionnements, questionnements et réorganisation permanente.

Le volume quantitatif ne soulève pas de problématique majeure. En revanche, la gestion des orientations vers la MIPE soulève des questions importantes en terme de qualité de Suivi. De même que l'absence de liberté dans la gestion de nos files actives (attribuée par la plateforme d'orientation) alors que nous sommes soumis à des obligations d'atteinte d'objectifs quantitatifs déterminés dans nos conventionnements avec le CGI et le PLIE.

FAITS MARQUANTS 2009

INSERTION EMPLOI

LES CHIFFRES CLEFS

1ER ACCUEIL	440
SUIVIS	491
EVOLUTION	26%

40 ans d'âge moyen ,
59% de femmes
2/3 des publics ont un niveau inférieur au Bac. En baisse par rapport aux années précédentes

PAR VILLE						
FONTAINE	NOYAREY	SASSENAGE	SEYSSINET	SEYSSINS	VEUREY	AUTRES
431	13	128	245	60	10	44

265 personnes sorties dont 38% de sorties positives. (formation, emploi)

CDD/CTT : 385

CDI : 134

CONTRATS AIDES : 36

5 contacts en moyenne par personne suivie

NB DEMANDEURS D'EMPLOI PAR VILLE au 31.12.2009						
FONTAINE	NOYAREY	SASSENAGE	SEYSSINET	SEYSSINS	VEUREY	TOTAL
1060	62	310	401	167	25	2025

+37% en un an

RELATION ECONOMIQUE 2009

431 entreprises en contact
64 nouvelles prospections
126 embauches conclues
728 candidatures présentées
208 offres d'emploi gérées

DONNEES GLOBALES MIPE

931 personnes accueillies
126 embauches
208 offres d'emploi gérées
631 105 € de Budget
488 625 € de Contributions communales
10 personnes affectées au Service 9.3 ETP
4 permanences hebdomadaire

FAITS MARQUANTS 2009

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Les Missions du SIRD :

Faciliter la coordination des actions de prévention et de sécurité sur un territoire. Apporter des actions concrètes et partenariales à des problématiques réellement identifiées dans le cadre d'un plan d'action soumis à évaluation.

Mise en œuvre d'action innovantes pour assurer la tranquillité publique.

PLAN D'ACTION 2009

La Médiation Sociale de nuit.

Aller à la rencontre des jeunes qui se regroupent dans l'espace public ou privé, comme les halls d'immeubles par exemple. Construire du dialogue et les orienter si besoin, vers d'autres professionnels

La médiation scolaire :

Permettre aux élèves d'accroître leur responsabilité pour améliorer le climat scolaire. Renforcer le sens de la coopération et de la communauté scolaire. Permettre l'atténuation des tensions et de la violence entre les élèves.

Ces médiations sont réalisées par des élèves de 6^{ième}, au bénéfice d'élèves de 6^{ième}

L'objectif est que dans 4 ans cette pratique soit généralisée à tous les élèves de l'établissement.

Les mesures alternatives aux poursuites et à l'incarcération.

Faciliter la mise en place des Mesures de Réparation Pénale et des Travaux d'Intérêt Général sur le territoire du SIRD. Valoriser les réseaux d'acteurs locaux et faciliter leur mise en liens avec les institutions de l'Etat dans le domaine de la prévention de la récidive Favoriser l'information des « tuteurs ».

Les conduites à risques et les conduites addictives.

Informar, sensibiliser et former les professionnels en contact avec le public ciblé pour mieux agir auprès d'eux.

L'Observatoire Local de sécurité.

Favoriser une lecture objective et une analyse partagée des problématiques locales en matière de délinquance et d'incivilité. Produire une analyse et des réponses adaptées dans les domaines de la prévention ou de la sécurité ainsi que sur le plan de l'urbanisme ou encore des aménagements techniques à mener sur les communes. Croiser ces éléments avec les données socio-éducatives et culturelles menées par les communes.

Animation de la cellule locale VVV. :

Coordination des appels à projets Ville ,Vie, Vacances, financés par l'Etat à destination de publics jeunes ciblés.

Les permanences AIV.

Accompagner toute personne s'estimant victime et la conseiller pour faire faire valoir ses droits. Informer et conseiller les personnes gratuitement dans le strict respect des règles de déontologie et de confidentialité .

FAITS MARQUANTS 2009

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

LES CHIFFRES CLEFS

Médiation sociale de nuit

3000 heures de présence pour un coût d'action de 67 000€. Financement SIRD : 25000 €

144 situations traitées dont 36% sur appel d'habitants

En 2009, dans le cadre de ce groupe de travail, environ **25 actions** ont été prévues pour un coût estimé à **36 000€**.

Cellule locale VVV. (Dispositif Ville, Vie, Vacances).

Enveloppe 2010 : 22 501 €.

15 actions réalisées. Pour 1200 journées. 270 jeunes touchés de 13 à 15 ans.

Prévention des conduites addictives et des conduites à risque

37 personnes majeures condamnées à un TIG sur le territoire du SIRD

4 personnes mineures condamnées à un TIG sur le territoire du SIRD

9 mineurs ayant une Mesure de Réparation Pénale (MRP) à effectuer.

Actuellement environ 10 lieux accueillent des personnes en TIG. (Les lieux de TIG et de MRP sont souvent les mêmes).

Médiation sociale.

20 élèves de 6^{ème} se sont portés volontaires et 15 ont finalisé la formation et seront médiateurs sur un cycle de 2 années.

12 adultes sont pressentis pour suivre également des informations sur les techniques de médiation.

Le coût de l'action s'élève à 4700€ réparti entre le SIRD (2500 €) , le Collège et AIV.

Permanences de l'AIV

319 visites + 12,7% par rapport à 2008.

DONNEES GLOBALES

- Plus de 140 situations traitées dans le cadre de la médiation de nuit.
- Plus de 180 personnes reçues par les permanences d'aide aux victimes
- 1 ETP affecté à la compétence
- 97 125 € de dépenses totales. 75625 € de contributions
- Personne référente : Magalie ANDREU

FAITS MARQUANTS 2009

SERVICES GENERAUX

- Refonte du régime indemnitaire
- Modification du guide d'achat
- Mise en place de la Plateforme de dématérialisation des marchés publics
- Intégration des objectifs HQE dans les travaux de maintenance
- Refonte du règlement Intérieur de Bergès et des conventions d'occupation
- Changement de logiciels
- Modification des clefs de répartition des contingents
- Fiscalisation des contributions pour l'ensemble des communes

DONNEES GLOBALES

- Plus de 5000 visites sur le site en 2009 pour 14000 pages visitées.
- 2,5 ETP affecté à la compétence
- 230 505 € de dépenses totales
- 223 005 € de contributions communales à la compétence
- Passation de 20 marchés publics supérieurs à 4000 €HT.
- Production de 120 actes réglementaires (délibérations, arrêtés, décisions)
- 1400 mandats et titres émis
- 300 courriers rédigés
- 25 réunions de comité, de bureau et de CAO, commissions

LES CHANTIERS 2010

SERVICES GENERAUX

- Les Assises de l'intercommunalité
- La dématérialisation des actes
- Groupement d'achat
- Mise à jour du règlement de formation
- Poursuite de l'élaboration des tableaux de bord

MIPE

- Adoption d'un plan de communication
- Réorganisation interne suite à RSA, changement de logiciel, et augmentation du public accueilli
- Poursuivre le renforcement du partenariat avec les collectivités
- Professionnalisation des agents sur le développement économique
- Aménagement des locaux

ETABLISSEMENTS SPORTIFS

- Reconstruction du gymnase Alexandre Fleming
- Relance de la réflexion sur les piscines
- Poursuite du plan de maintenance selon les nouveaux objectifs
- Priorisation des travaux d'accessibilité et d'amélioration de la performance énergétique.

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

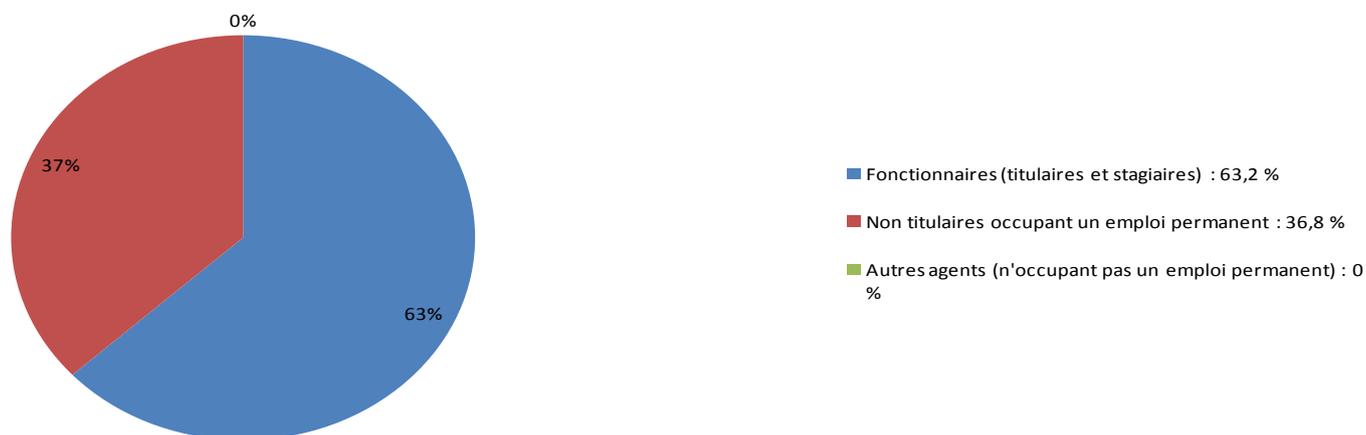
- Mise en fonctionnement de l'outil Observatoire Local de sécurité
- Poursuite du plan d'action : prévention des conduites à risques, médiation sociale, mise en poste de personnes en mesure de réparation pénale ou en TIG, médiation de nuit, permanences AIV.
- Intégrer une dimension d'évaluation spécifique sur deux actions prioritaires : la médiation de nuit et la médiation sociale

BILAN SOCIAL 2009

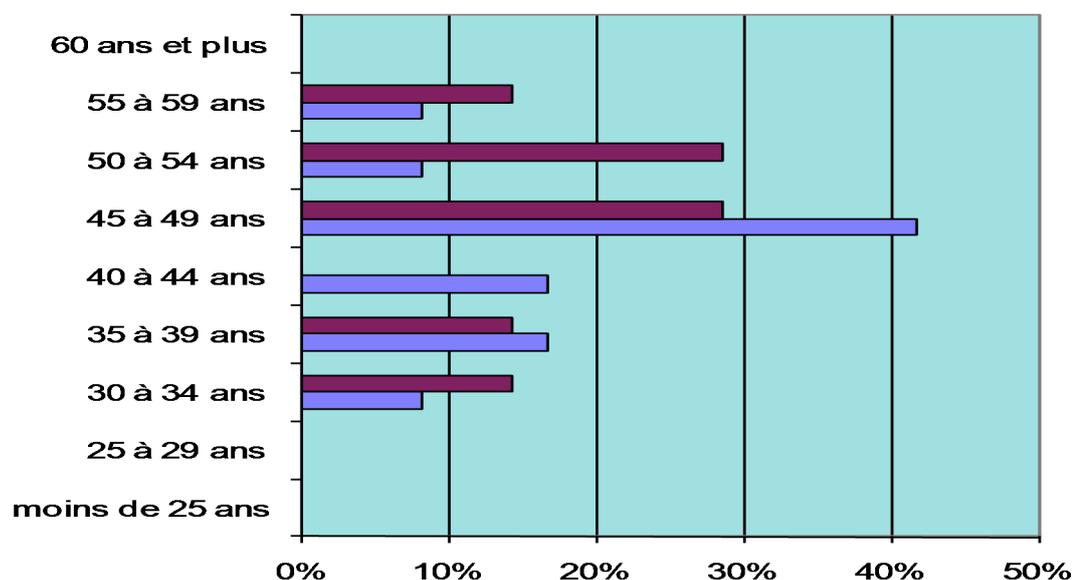
Effectif

Effectifs globaux

Agents en position d'activité (tous statuts)	19
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	12
Non titulaires occupant un emploi permanent	7
<i>Dont : agents remplaçants</i>	1
Autres agents (n'occupant pas un emploi permanent)	0



Répartition par classe d'âge et par statut (en %)



BILAN SOCIAL 2009:

Mobilité, travailleurs handicapés, Absences

	Effectif (calculé) au 1er janvier 2009	Arrivées au cours de l'année	Départs au cours de l'année	Effectif au 31 décembre 2009
Fonctionnaires	13	+ 1	- 2	12
Agents non titulaires occupant un emploi permanent	6	+ 1	- 0	7
Total (emploi permanent)	19	+ 2	- 2	19

Taux d'emploi de travailleurs handicapés

En 2009, votre collectivité employait :	2	Travailleurs handicapés (sur emplois permanents)
Vos passations de marché avec des établissements de travail protégé comptent pour :	0,0	Equivalent(s)-bénéficiaire(s)

Dans votre collectivité, le taux d'emploi de travailleurs handicapés s'élevait à :	11%	Le taux légal (collectivités de plus de 20 agents) est de 6%
---	------------	--

Par ailleurs, en 2009, votre collectivité employait :	0	Autres travailleurs handicapés (apprentis...)
---	----------	--

La collectivité obtient un taux de 11% alors qu'elle n'est pas soumise à l'obligation d'emploi. Ce taux est obtenu après recensement auprès de agents d'une reconnaissance de travailleur handicapé. Il n'est pas lié à une action spécifique de recrutement (article 38 du statut)

Décompte des jours d'absence - Répartition par type d'absence

Maladie ordinaire	150 jours
Longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie	0 jours
Accidents de travail (imputables au service ou au trajet), maladies professionnelles	46 jours
Maternité, paternité, adoption	0 jours
Autres raisons (hors absences syndicales)	0

Structure des absences

Fonctionnaires		Agents non titulaires occupant un emploi permanent (Emploi non classables inclus)	
12	Effectif au 31 décembre sur emploi permanent (Rappel)	7	
14,08 jour(s) moyen(s) par agent	Toutes absences (hors "autres raisons")	3,86 jour(s) moyen(s) par agent	
10,25 jour(s) moyen(s) par agent	Maladie ordinaire	3,86 jour(s) moyen(s) par agent	
3,83 jour(s) moyen(s) par agent	Accidents du travail - Maladies professionnelles	0 jour(s) moyen(s) par agent	

BILAN SOCIAL 2009:

Prévention des risques

Prévention des risques : documents obligatoires et personnels

Programme annuel d'actions de prévention	En cours
Rapport annuel d'évaluation des risques professionnels	Non
Rapport du médecin de prévention	Non
Fiches des risques professionnels	En cours
Document unique d'évaluation des risques professionnels	Oui

ACMO (nommés dans la commune)	1
ACFI intervenus dans la collectivité en 2009	1
Médecins de prévention intervenus dans la collectivité en 2009	1
Autres personnels affectés à la prévention intervenus dans la collectivité en 2009 (animateurs, formateurs, conseillers...)	0

Prévention des risques : dépenses en matière d'hygiène et de sécurité

Formations (ACMO, habilitations, membres du CHS...)	1 615 €
Autres dépenses (EPI, interventions, amélioration des conditions de travail...)	1 000 €

Soit :	138 €	Par agent permanent travaillant dans la collectivité au 31 décembre 2009
--------	--------------	--

En augmentation de 10% par rapport à 2008

Accidents du travail Imputables au service ou au trajet

Nombre total d'accidents du travail pour l'année 2009

En 2009 la collectivité a connu :	2	accident(s) imputable(s) au service
En 2009 la collectivité a connu :	0	accident(s) imputable(s) au trajet

En augmentation de 20% par rapport à 2008. Les deux accidents sont dus à des glissades puis chute. Occasionnant pour chacun d'eux 3 semaines d'arrêt de travail

BILAN SOCIAL 2009:

Formation

Jours de formation

Nombre total de jours de formation (tous agents)	88
Nombre total de jours de formation (agents occupant un emploi permanent)	88
Nombre total de jours de formation (cat. A)	14
Nombre total de jours de formation (cat. B)	44
Nombre total de jours de formation (cat. C, dont PACTE)	30

Nombre de jours de formation en baisse de 30%. Conséquence d'un plan de formation particulièrement important en 2008. De l'absence de certains agents inscrits sur des formations. Et de l'absence de formation adaptée à certaines demandes des agents dans le cadre des budgets alloués.

Nombre moyen de jours de formation par agent occupant un emploi permanent	4,6
Nombre moyen de jours de formation (cat. A)	4,7
Nombre moyen de jours de formation (cat. B)	4,9
Nombre moyen de jours de formation (cat. C, dont PACTE)	4,3

Nombre moyen de jours de formation par agent formé occupant un emploi permanent	5,2
Nombre moyen de jours de formation par agent formé (cat. A)	4,7
Nombre moyen de jours de formation par agent formé (cat. B)	5,5
Nombre moyen de jours de formation par agent formé (cat. C, dont PACTE)	5,0

En baisse de 30%. Mais reste à un niveau conséquent avec plus de 4.5 jours de formation par an sur l'ensemble des agents de la collectivité.

Agents occupant un emploi permanent partis en formation

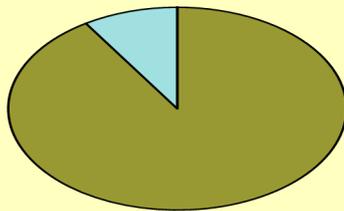
Agents partis en formation (au moins un jour) en 2009	17
Agents n'ayant suivi aucun jour de formation en 2009	2

90% des agents de la collectivité sont partis en formation, ce qui confirme notre volonté de mener une politique active de formation et d'acquisition de compétences .

BILAN SOCIAL 2009:

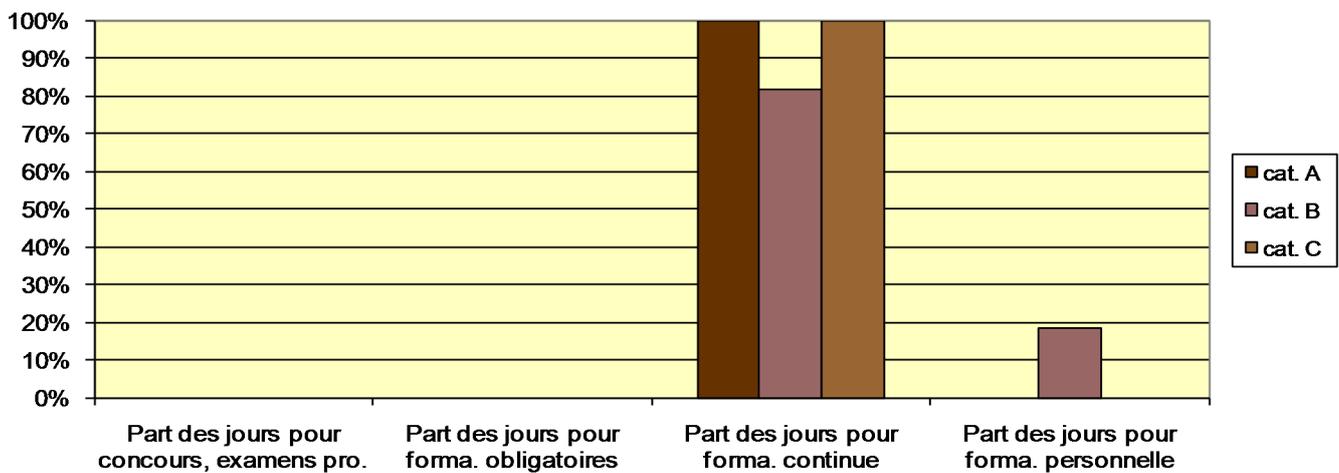
Formation, action sociale

Répartition des journées par type de formation



■ Concours, examens pro. : 0 %
 ■ Formations obligatoire : 0 %
 ■ Formation continue : 91 %
 ■ Formation personnelle : 9 %
 ■ Autres formations

Répartition des journées de formation par type de formation et catégorie hiérarchique des agents (hors agents non classables)



Montants versés par la collectivité au titre de l'action sociale

Aux comités d'œuvres sociales (propre à votre collectivité ou organismes intercollectivités)	3 434 €
Prestations sociales versées par la collectivité (chèque-vacance, aide à la famille...)	10 023 €
Subventions aux mutuelles	0 €

Soit :	708,27 €	Par agent permanent travaillant dans la collectivité au 31 décembre 2009
--------	-----------------	--

BILAN FINANCIER :

Perspectives

◆ **CONTEXTE** Le premier budget de cette mandature, est marquée par deux éléments importants :

–1) comme dans toute les collectivités locales, le Budget 2009 intervient au lendemain d'une grave crise financière, avec pour conséquence un poids de la dette qui augmente en raison du relèvement des taux d'intérêt et des liquidités qui se raréfient.

–2) La fiscalisation des contributions des communes qui, dans un contexte de crise économique, se doit d'être limitée.

Dans ce contexte tendu, la maîtrise de nos charges de gestion, initiée en 2007 doit être poursuivie Pour préserver nos marges de manœuvres.

Le SIRD Poursuit ainsi sa modification de logique d'intervention, en passant progressivement d'une logique de gestion de moyens à une logique de résultats par mission et programme.

Avec pour objectifs : - rendre plus efficace la gestion publique

- accentuer le contrôle des communes sur les politiques publiques menées

par le SIRD

- Assurer une meilleure lisibilité des politiques publiques

- une Plus grande transparence dans l'utilisation des moyens

A cela s'ajoute la baisse des compensations de l'état. Même si elle n'impacte pas directement le SIRD (le SIRD ne perçoit aucune compensation de l'Etat), les communes sont contraintes de réévaluer leur fiscalité, avec un effet indirect pour le SIRD de maîtrise de sa fiscalité.

Le Budget 2009 est caractérisé par

1) les propositions budgétaires faites pour 2009 en Débat d'orientation budgétaire, à savoir une augmentation limitée des contributions de 3,5% pour 2009 et 2010 puis 5% en 2011 et 2012

2)Un niveau d'investissement toujours soutenu qui se poursuit jusqu'en 2012.

LE PPI ayant été présenté en DOB

3)De même que nos actions de proximité(emploi ou prévention de la délinquance). Avec un objectif de maîtrise de nos dépenses. En Sachant que la crise économique a un impact direct sur les services de la MIPE.

BILAN FINANCIER

Contributions

A compter de 2009, toutes les communes adhérentes au SIRD ont fiscalisé leurs contributions
 Pour 2009, la fiscalisation implique une fiscalité additionnelle dont les montants sont définis ci-dessous

NOM	Montant des participations	taux additionnel TH	taux additionnel TFPB	taux additionnel TFPNB
FONTAINE	679 631	0,987%	2,15%	4,3%
NOYAREY	63 660	0,724%	1,82%	5,42%
SASSENAGE	309 696	0,749%	1,65%	3,17%
SEYSSINET PARISET	471 324	0,986%	2,39%	6,06%
SEYSSINS	248 110	0,595%	1,88%	5,68%
VEUREY VOROIZE	50 260	0,602%	0,995%	3,46%

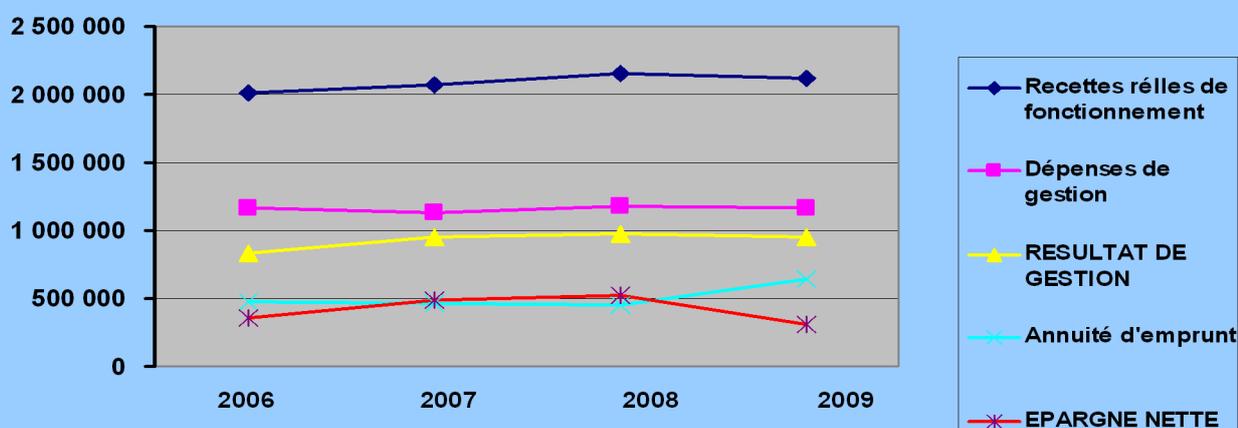
BILAN FINANCIER

EQUILIBRE FINANCIER

	2006	2007	2008	2009	MOYENNE 2006-2009
Recettes réelles de fonctionnement	2 008 440	2 074 320	2 152 000	2 116 152	2 087 728
Dépenses de gestion	1 170 000	1 127 000	1 176 382	1 168 556	1 160 485
RESULTAT DE GESTION	838 440	947 320	975 618	947 596	927 244
Annuité d'emprunt	476 051	462 624	455 115	640 000	508 448
EPARGNE NETTE	362 389	484 696	520 503	307 596	418 796
Solde Charges/Dép Exceptionnelles	77385	6735	360018	39871	121 002
CAF	439 774	491 431	880 521	347 467	539 798

Dépenses réelles d'investissement hors dette	1 182 007	3 594 998	2 659 726	2 035 000	2 367 933
Recettes réelles d'investissement	123 683	1 299 427	1 093 802	2 041 000	1 139 478
BESOIN DE FINANCEMENT	1 058 324	2 295 571	1 565 924	- 6 000	1 228 455

Evolution des marges de manoeuvres depuis 2006



BILAN FINANCIER

EVOLUTION SECTION DE FONCTIONNEMENT

	CA				
Dépenses de fonctionnement	2008	2009	% d'évolution 2008-2009	Part/CA	% de réalisation /BP hors DM
Charges générales	280000	267000	-4,64%	18,67%	91,00%
charges de personnel	743000	738000	-0,67%	51,61%	95,00%
Autres charges de gestion courantes	154194	164000	6,36%	11,47%	104,00%
charges financières	167000	261 000	36,02%	18,25%	95,00%
TOTAL	1344194	1430000	6,38%	100,00%	96,25%

Conformément à nos objectifs de maîtrise des dépenses on constate un effort de gestion important se traduisant par une baisse réelle sur les charges générales – 4,67% et sur les charges de personnel - 0,67%. L'évolution marquée des dépenses de fonctionnement est la conséquence exclusive de la charge des nouveaux emprunts.

	CA				
Recettes de fonctionnement	2008	2009	% d'évolution 2007-2008	Part/CA	% de réalisation /BP hors DM
Atténuations de charges	48 964	37 404	-30,91%	1,77%	83,00%
Subventions	252 625	187 392	-34,81%	8,86%	93,70%
Fiscalité	1 785 156	1 824 358	2,20%	86,21%	99,28%
Autres produits de gestion courantes	64 454	67 000	3,95%	3,17%	113,55%
TOTAL	2 151 199	2 116 154	-1,63%	100,00%	97,38%

Les recettes réelles de fonctionnement baissent de 1,63%

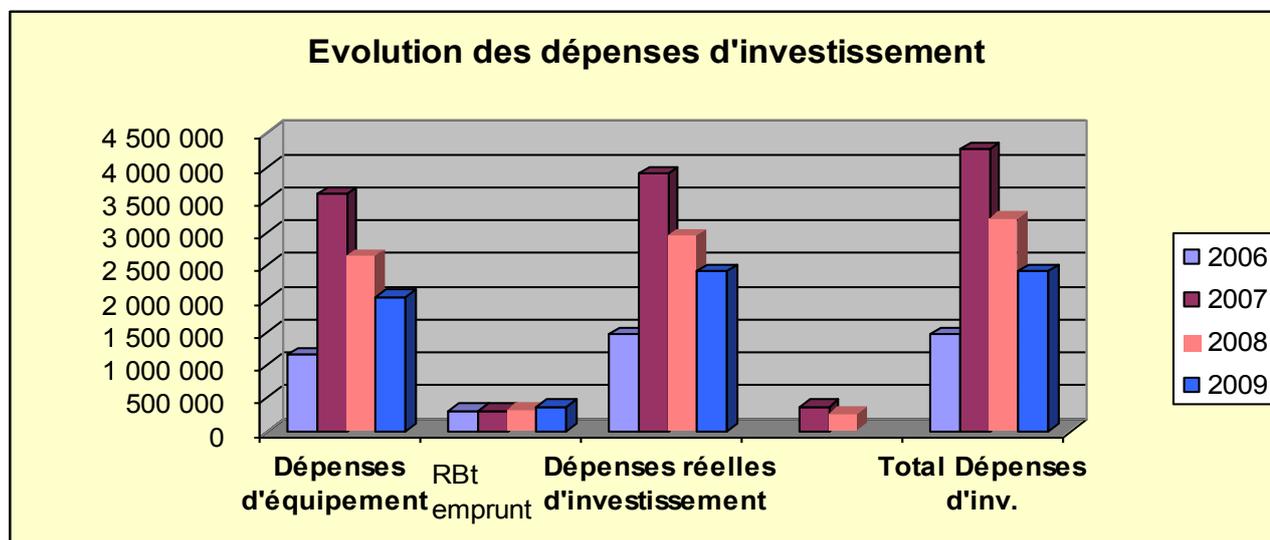
Baisse de 35% des subventions

BILAN FINANCIER

● DEPENSES D'INVESTISSEMENT

● TAUX DE REALISATION DES DEPENSES D'EQUIPEMENT: 87%

en €	2006	2007	2008	2009
Dépenses d'équipement	1 156 256	3 594 997	2 641 955	2 035 000
Remb d'emprunt	304 000	306 000	305 114	379 000
Dépenses réelles d'investissement	1 460 256	3 900 997	2 947 069	2 414 000
Op d'ordre		364 904	249 999	
Total Dépenses d'inv.	1 460 256	4 265 901	3 197 068	2 414 000



Baisse du volume des dépenses d'équipement de 22%. (fin des opération Belledonne et Brouzet)
 Dépenses Financées pour 39,5% par subventions, 59,5% par autofinancement, et 1% recettes diverses.

Pas d'emprunt en 2009 suite au doublement du FCTVA et de la subvention de 350 000 € d'Yves

BILAN FINANCIER

• CONCLUSION

Section de fonctionnement :

Un effet de hausse sur 2009 purement conjoncturel lié exclusivement à la charge des nouveaux emprunts. (Non reconduite sur 2010 puisque le désendettement de 2010 et l'absence d'emprunt de 2009 maintienne la dette à un niveau correcte en période d'investissement). Sur le reste des dépenses on constate un effort de gestion important se traduisant par une baisse réelle sur les charges générales – 4,67% et sur les charges de personnel - 0,67%.

Les recettes de fonctionnement : Compte tenu du gel et de la baisse de certaines subventions, nos marges de manœuvres se limitent à la fiscalité et nous oblige ainsi à maîtriser nos dépenses de façon plus drastique, afin de préserver notre épargne nette compte tenu de la charge de dette prévisible en vue de la réalisation des investissements.

En investissement :

Année de transition, avec un volume de dépenses moyen. A noter toutefois un taux de réalisation de 87%.

Les recettes d'investissement :

L'année 2009 a été exceptionnelle. Le doublement du FCTVA, et l'obtention de subvention supplémentaires nous ont permis de ne pas réaliser d'emprunt sur 2009 et de pourvoir une partie des recettes en réserves en vue des travaux 2011